

# Nations Unies

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1080<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 15 décembre 1961,  
à 15 heures

NEW YORK

## SOMMAIRE

Pages

Points 90 et 91 de l'ordre du jour:

Question de la représentation de la Chine à  
l'Organisation des Nations Unies (*fin*) . . . .  
Rétablissement des droits légitimes de la  
République populaire de Chine à l'Organi-  
sation des Nations Unies (*fin*) . . . . . 1157

Point 11 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil de sécurité . . . . . 1162

Point 18 de l'ordre du jour:

Rapport du Comité chargé des dispositions  
touchant une conférence aux fins d'une re-  
vision de la Charte . . . . . 1162

**Président:** M. Mongi SLIM (Tunisie).

## POINTS 90 ET 91 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la représentation de la Chine à l'Organisation  
des Nations Unies (*fin*)

Rétablissement des droits légitimes de la République  
populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (*fin*)

1. Le **PRESIDENT**: Nous avons terminé à la dernière séance les explications de vote avant le scrutin. Toute autre explication de vote devra donc avoir lieu après le scrutin. Nous pouvons par conséquent voter sur les projets de résolution dont nous sommes saisis. Auparavant, toutefois, je voudrais résumer la situation.

2. L'Assemblée est saisie de trois textes: premièrement, le projet de résolution présenté par l'Union soviétique [A/L.360]; deuxièmement, l'amendement à ce projet de résolution, soumis par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie [A/L.375]; enfin, le projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon [A/L.372].

3. La présidence a été saisie d'une demande de vote par priorité sur le projet de résolution A/L.372. Je vais donc d'abord soumettre cette demande à la discussion.

4. M. PLIMSOLL (Australie) [traduit de l'anglais]: Au nom des cinq délégations qui ont présenté le projet de résolution A/L.372, c'est-à-dire celles de l'Australie, de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et du Japon, j'ai l'honneur de demander que priorité soit donnée à ce projet de résolution lors du vote.

5. J'espère que cette proposition pourra être généralement approuvée et que chaque représentant pourra accepter cette priorité, qu'il ait ou non l'intention de voter pour ou contre le projet de résolution qui stipule que toute proposition tendant à modifier la repré-

sentation de la Chine est une question importante. Je crois logique que ce point, dont dépend en fait toute proposition sur la question dont nous nous occupons, soit décidé avant que l'Assemblée soit appelée à voter sur une proposition qui touche plus directement au fond de la question.

6. Le projet de résolution [A/L.360] de l'Union soviétique et l'amendement [A/L.375] présenté par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie impliquent une modification de la représentation de la Chine à l'Assemblée et en votant sur ces deux derniers textes nous prendrions une décision sur une question qui est visée par le projet de résolution des cinq puissances.

7. Or, il est logique et il convient que le Président de l'Assemblée, lorsqu'il annoncera le résultat du scrutin sur un paragraphe ou sur un amendement ou sur l'ensemble du projet de résolution, sache si l'Assemblée considère ou non qu'il s'agit d'une question importante et donc d'une question sur laquelle toute décision doit être prise à la majorité des deux tiers. C'est là un point qui doit avoir été décidé afin que le Président puisse en tenir compte, avant qu'il nous appelle à voter sur le projet de résolution de l'Union soviétique et l'amendement y relatif. J'espère en conséquence que chaque représentant pourra accepter cette demande de priorité en faveur du projet de résolution des cinq puissances, qu'il ait l'intention de voter pour ou contre ce projet.

8. Je n'ai examiné ici dans son fond aucun des problèmes qui nous sont soumis. Il ne s'agit pour l'instant que de priorité, ce dont à mon sens nous pouvons décider quelles que soient nos vues sur le bien-fondé des propositions particulières dont nous sommes saisis.

9. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée vient d'entendre les explications données par un représentant en faveur de la demande de vote par priorité sur le projet de résolution A/L.372. Y a-t-il d'autres représentants qui désirent se prononcer sur cette demande?

10. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: A propos de la question de priorité qui vient d'être soulevée en faveur du projet de résolution [A/L.372] présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon, la délégation de l'Union soviétique croit devoir signaler que nous sommes en train d'examiner la question du rétablissement des droits légitimes de la République de Chine à l'Organisation des Nations Unies et qu'un seul projet de résolution existe à ce sujet: c'est celui de l'Union soviétique [A/L.360] qui règle cette question d'une manière claire et nette.

11. Un amendement à ce projet de résolution a été présenté par les délégations du Cambodge, de Ceylan et de l'Indonésie [A/L.375].

12. Nous sommes donc en présence de deux documents qui se rapportent directement à la question et proposent une solution quant au fond.

13. Le projet de résolution de l'Australie, de la Colombie, des Etats-Unis, de l'Italie et du Japon n'est qu'un truc de procédure qui est destiné à nous écarter de la solution de cette question; ce truc ne peut donc avoir la priorité sur une résolution concernant le fond.

14. Ceux qui désirent voir résoudre cette question doivent indiquer clairement s'ils votent pour ou contre le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Je dirai que la tentative même d'user d'un truc de procédure pour empêcher qu'une décision ne soit prise à ce sujet n'est pas très digne de la part des délégations qui présentent actuellement ce projet de résolution.

15. Je ne m'attacherai pas aux traits essentiels de ce projet de résolution, cela ayant déjà été fait au cours de notre débat. La délégation soviétique considère toutefois que ce genre de projet n'a aucun droit à la priorité et elle votera contre la proposition qui tend à la lui accorder.

16. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Nous venons d'entendre le représentant de l'Australie qui a demandé que priorité soit accordée au projet de résolution relatif à la procédure, puis le représentant de l'Union soviétique qui s'est opposé à cette proposition. Je tiens à dire que nous appuyons la proposition du représentant de l'Australie, tendant à donner priorité au projet de résolution des cinq puissances [A/L.372] dont les Etats-Unis sont l'un des auteurs.

17. Il est normal et il convient de voter sur les résolutions de procédure avant de voter sur des résolutions de fond; les raisons en sont naturellement évidentes. Si l'Assemblée votait d'abord sur le projet de résolution de l'Union soviétique [A/L.360] et sur l'amendement y relatif [A/L.375], il faudrait sans doute des heures pour démêler une situation qui serait très complexe du point de vue de la procédure, pour établir quelle proportion des voix est requise pour que ces résolutions de fond soient adoptées. Afin d'éviter cette situation, il est bon que l'Assemblée décide d'abord quelle est la majorité requise pour l'adoption de l'amendement au projet de résolution de l'Union soviétique et du projet de résolution de l'Union soviétique lui-même, en tout ou en partie.

18. Hier soir, le représentant de Ceylan, M. Perera, en présentant l'amendement des trois puissances au projet de résolution de l'Union soviétique, a déclaré:

"Notre amendement tient compte intégralement des deux alinéas du préambule du projet de résolution de l'Union soviétique. Nos vues ne divergent nullement. Je puis le dire, nous ne rejetons en aucune manière l'objet premier, ou l'objet ultime, du projet de l'Union soviétique." [1079<sup>ème</sup> séance, par. 172.]

M. Perera a ajouté que son amendement se fondait sur l'argument suivant:

"En accordant un siège au gouvernement légitime de la Chine qui est le gouvernement de Pékin, on élimine automatiquement tout autre prétendant actuel à ce siège ou toute autre partie cherchant à revendiquer ce siège, qui ne revient pas légitimement à un prétendant." [Ibid., par. 179.]

19. A ce stade ultime de l'examen de la question, je n'ai pas l'intention de revenir sur le fond. Toutefois, je désire appeler l'attention des membres présents sur l'intention explicite des trois puissances qui ont présenté l'amendement; cette intention est de changer radicalement la représentation de la Chine. D'après le projet de résolution que nous avons présenté, l'ensemble du projet de résolution de l'Union soviétique et donc l'amendement qui s'y rapporte seront considérés comme des questions importantes. En accordant la priorité au projet de résolution relatif à la procédure, nous pourrions éviter toute la confusion qui se produirait si l'amendement des trois puissances était mis aux voix en premier lieu. Sans une décision préalable de l'Assemblée sur la majorité requise pour l'adoption de propositions de fond, je le répète, nous tomberons inévitablement dans la controverse et la confusion. Les termes employés hier soir pour présenter l'amendement prouvent très clairement que cet amendement ne modifie en rien le fond ou l'intention du projet de résolution de l'Union soviétique, malgré le fait, comme je l'ai fait remarquer moi-même hier soir, qu'il est rédigé d'une façon plus subtile que le projet de l'Union soviétique.

20. C'est pourquoi nous nous opposerons à cet amendement, comme nous nous opposerons au projet de résolution de l'Union soviétique, dans son ensemble ou en partie, et nous demandons instamment à l'Assemblée générale, pour accélérer ses travaux, d'accorder la priorité au projet de résolution relatif à la procédure. Cela simplifiera les votes auxquels nous allons procéder cet après-midi. C'est d'ailleurs conforme aux usages.

21. Le PRESIDENT: J'invite l'Assemblée à se prononcer sur la motion de priorité présentée par l'Australie et qui tend à ce que nous votions en premier lieu sur le projet de résolution A/L.372. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*Le vote commence par le Japon, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire.

*Votent contre:* Mali, Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak.

*S'abstiennent:* Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Tunisie, Yémen,

Afghanistan, Autriche, Chypre, Ethiopie, Finlande, Ghana.

*Par 61 voix contre 21, avec 20 abstentions, la motion est adoptée.*

22. Le PRESIDENT: La motion de priorité ayant été adoptée, je mets aux voix le projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon [A/L.372]. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Côte-d'Ivoire, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Arabie Saoudite, Sénégal, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Dahomey, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Iran, Irlande, Israël, Italie.

*Votent contre:* Mali, République populaire mongole, Maroc, Népal, Norvège, Pologne, Roumanie, Soudan, Suède, Syrie, Tunisie, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Ethiopie, Finlande, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak.

*S'abstiennent:* Nigéria, Pakistan, Sierra Leone, Somalie, Tanganyika, Autriche, Chypre.

*Par 61 voix contre 34, avec 7 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

23. Le PRESIDENT: Je vais mettre aux voix l'amendement [A/L.375] que le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie ont proposé d'apporter au projet de résolution présenté par l'Union soviétique [A/L.360].

24. Je donne la parole au représentant de la Nigéria pour une motion d'ordre sur la manière de procéder au vote.

25. M. IFEGWU (Nigéria) [traduit de l'anglais]: Ma délégation demande le vote par division. Elle demande que l'Assemblée vote d'abord sur les mots "conformément à ce qui précède", puis sur le membre de phrase "que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine siégeront à l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses organes".

26. Le PRESIDENT: Le représentant de la Nigéria a demandé le vote par division. S'il n'y a pas d'objection à cette motion, je mettrai successivement aux voix les deux parties du texte de l'amendement A/L.375.

27. Je mets aux voix la première partie de l'amendement, c'est-à-dire les mots "conformément à ce qui précède". On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Chine, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Danemark, Ethiopie, Finlande, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Maroc, Népal, Norvège, Pakistan, Soudan, Suède, Syrie, République arabe unie, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan.

*Votent contre:* Chine, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, Chili.

*S'abstiennent:* Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Equateur, Hongrie, Islande, Israël, Côte-d'Ivoire, Liban, Libéria, Libye, Mongolie, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Tanganyika, Togo, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Haute-Volta, Albanie, Autriche, Bolivie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad.

*Il y a 23 voix pour, 41 voix contre et 39 abstentions.*

*N'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers, la première partie de l'amendement n'est pas adoptée.*

28. Le PRESIDENT: Je mets maintenant aux voix la seconde partie de l'amendement, qui se lit comme suit: "que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine siégeront à l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses organes." On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Pakistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Tunisie, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Yémen, Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Danemark, Ethiopie, Finlande, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Mali, Maroc, Népal, Nigéria, Norvège.

*Votent contre:* Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo (Léopoldville), Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua.

*S'abstiennent:* Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Togo, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Haute-Volta, Yougoslavie, Albanie, Autriche, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Daho-

mey, Hongrie, Islande, Côte-d'Ivoire, Liban, Libéria, Libye, Mongolie, Pays-Bas, Niger.

*Il y a 30 voix pour, 45 voix contre et 29 abstentions.*

*N'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers, la seconde partie de l'amendement n'est pas adoptée.*

29. Le **PRESIDENT**: J'invite maintenant l'Assemblée à voter sur le projet de résolution présenté par l'URSS [A/L.360]. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Guinée, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Pakistan, Pologne, Roumanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suède, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Ethiopie, Finlande, Ghana.

*Votent contre:* Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Sénégal, Afrique du Sud, Espagne, Tanganyika, Thaïlande, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Gabon, Grèce, Guatemala.

*S'abstiennent:* Islande, Israël, Côte-d'Ivoire, Liban, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Norvège\*, Portugal, Arabie Saoudite, Togo, Tunisie, Haute-Volta, Autriche, République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Chypre, Dahomey.

*Il y a 36 voix pour, 48 voix contre et 20 abstentions.*

*N'ayant pas recueilli la majorité requise des deux tiers, le projet de résolution n'est pas adopté.*

30. Le **PRESIDENT**: Je vais donner la parole aux représentants qui ont demandé à expliquer leur vote.

31. M. GONZALEZ CALVO (Guatemala) [traduit de l'espagnol]: Les votes de ma délégation contre l'admission de la Chine communiste et donc contre les propositions tendant à cette admission s'inspirent des idées exposées par les représentants du Costa Rica et du Salvador dans les remarquables discours qu'ils ont prononcés dans la discussion générale devant l'Assemblée. En effet, le problème déjà ancien de l'admission de la République populaire de Chine comme Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies est d'une importance politique sans égale, d'une complexité sans précédent et d'une importance majeure pour le prestige de l'Organisation. Toute solution doit donc être conforme aux règles du droit international et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Méconnaître ces règles et violer ces principes serait dénaturer les objectifs élevés

des Nations Unies. Ce n'est qu'en respectant le droit et en obéissant aux directives qui émanent de la Charte que nous pouvons satisfaire la justice et remplir notre devoir.

32. Ma délégation n'a pu se convaincre que le Gouvernement de la Chine nationaliste n'était pas celui qui est nommé dans la Charte et qui est membre du Conseil de sécurité. Ce gouvernement a représenté l'Etat chinois à la Conférence de San Francisco; c'est celui qui a conduit son peuple héroïque pendant la guerre victorieuse contre le nazisme allemand; il n'a pas cessé d'exister un seul jour; aussi ses fonctions ont-elles été continues; il occupe un territoire important et il exerce son autorité sur de nombreux millions d'habitants; en outre, il entretient des relations diplomatiques avec de nombreux Etats Membres et, pour tout ce qui concerne l'Organisation, il respecte parfaitement ses engagements et il offre un modèle de travail et de coopération. Comment et au nom de quels principes de la Charte l'Assemblée pourrait-elle refuser à ce gouvernement le siège que sa délégation occupe légitimement à l'Organisation? Prendre une telle décision serait commettre une grave injustice, un acte intolérable, une infraction aux normes établies par la Charte; en un mot, ce serait porter atteinte aux institutions de l'Organisation.

33. Mais on nous a déclaré qu'en dehors du Gouvernement de la Chine nationaliste il existe un Gouvernement de la République populaire de Chine qui a sous son autorité un territoire beaucoup plus vaste et une population beaucoup plus nombreuse, que ce gouvernement entretient lui aussi des relations diplomatiques avec de nombreux Etats Membres et que, selon ses panégyristes, il est en train de réaliser le bonheur du monde en général et de son peuple en particulier. Tout cela est peut-être vrai et mérite peut-être qu'on en tienne compte, mais, à la lumière du droit international et des principes de la Charte signée à San Francisco, cela n'infirme en rien le droit, le droit légitime, du Gouvernement de la Chine nationaliste. Comment résoudre ce difficile problème? Il est malaisé de se prononcer à ce propos, en particulier dans l'atmosphère politique créée autour de ce débat. C'est une question qui requiert beaucoup d'attention, un examen patient et honnête et le désir de chercher une solution qui ne porte pas atteinte au prestige de l'Organisation.

34. Pour ces raisons, ma délégation s'est prononcée en faveur du projet de résolution des cinq puissances et contre le projet de résolution de l'Union soviétique et l'amendement des trois puissances.

35. M. GODBER (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: La délégation du Royaume-Uni a voté pour le projet de résolution de l'Union soviétique et l'amendement des trois puissances à ce projet. Elle a voté ainsi parce qu'elle estime que la République populaire de Chine devrait siéger à l'Organisation en tant que représentant de l'Etat de la Chine. Tel était le sens tant du projet de résolution de l'Union soviétique que de l'amendement.

36. Cependant, je tiens à préciser que, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni, la question de la souveraineté sur l'île de Formose reste ouverte. Il en résulte donc, selon ce même gouvernement, que la question de savoir qui doit représenter Formose à l'Organisation reste ouverte également. Le vote que j'ai émis en faveur du projet de réso-

\*La délégation de la Norvège a fait savoir ultérieurement au Secrétariat que la Norvège désirait figurer au nombre des pays qui ont voté en faveur du projet de résolution.

lution et de l'amendement ne préjuge pas la position du Gouvernement de Sa Majesté sur ce point.

37. Je tiens aussi à déclarer clairement que, malgré notre vote pour ce projet de résolution dont nous acceptons le fond, nous n'approuvons absolument pas certains des termes dans lesquels il est rédigé et qui nous paraissent insultants. En outre, ce texte impliquerait que les décisions prises antérieurement par l'Assemblée générale seraient nulles, ce qu'à notre avis l'Assemblée peut difficilement accepter.

38. J'ajouterai encore à propos de ce projet de résolution et de l'amendement proposé par les délégations du Cambodge, de Ceylan et de l'Indonésie que, bien entendu, l'Assemblée générale ne peut s'engager que pour elle-même et ses organes subsidiaires, mais ne peut que faire des recommandations aux autres organes principaux de l'Organisation.

39. Tout ce qui précède explique les votes que je viens d'émettre.

40. M. OKAZAKI (Japon) [traduit de l'anglais]: Dans la déclaration qu'elle a prononcée le 6 décembre [1072ème séance], ma délégation a souligné la difficulté et la complexité de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies et, en vue de parvenir à une solution équitable et juste de cette question cruciale, elle avait demandé instamment à l'Assemblée d'examiner avec le plus grand soin tous les faits pertinents et les éléments en cause ainsi que les conséquences éventuelles. De nombreuses opinions différentes ont été exprimées au cours de la discussion générale quant aux divers moyens de régler la question et ce fait prouve combien elle est complexe.

41. Le projet de résolution de l'Union soviétique tendait à résoudre cette question simplement en remplaçant à l'Organisation des Nations Unies le Gouvernement de la République de Chine par le Gouvernement de la République populaire de Chine. Cette proposition ne tenait absolument aucun compte des éléments fondamentaux ayant trait à la question et n'était qu'une tentative de la régler d'une manière unilatérale. Ma délégation était d'avis qu'une telle proposition ne pouvait pas offrir une solution valable. C'est pourquoi elle a voté contre le projet de résolution.

42. Quant à l'amendement présenté au projet de résolution de l'Union soviétique par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie, il pouvait paraître écarter du projet de résolution certains éléments discutables en en supprimant des termes déplaisants à l'endroit du Gouvernement de la République de Chine. Mais, ainsi que l'exposait hier soir l'un des auteurs, l'amendement au dispositif aurait eu lui aussi pour effet de remplacer purement et simplement à l'Organisation le Gouvernement de la République de Chine par celui de la République populaire de Chine. L'effet de cet amendement n'aurait différé en rien de celui de la formulation originale du projet de résolution de l'Union soviétique. Ma délégation a donc dû voter contre l'amendement des trois puissances.

43. M. BENHIMA (Maroc): La position du Gouvernement marocain sur la question de l'admission de la République populaire de Chine à l'ONU a été définie solennellement dès l'admission du Maroc lui-même à l'Organisation internationale. Cette position est demeurée constamment la nôtre toutes les fois que le problème a été examiné à l'Assemblée générale.

44. Cette année encore, nous n'avons pas voulu nous laisser impressionner par la nature ou le ton du débat et nous nous sommes conformés à cette position. Nous avons voté, par conséquent, en faveur du projet de résolution soumis par l'Union soviétique et nous avons adopté, à l'égard des autres propositions qui ont été présentées, certaines attitudes que je voudrais expliquer.

45. En ce qui concerne le projet de résolution des cinq puissances, il est certainement conforme au règlement intérieur de l'Assemblée générale d'avoir recours à certaines procédures pour pouvoir infléchir le fond d'un problème. Reconnaissant que l'usage de ce droit est conforme au règlement intérieur, mais constatant en même temps qu'il risquait de modifier notre position quant au fond, nous nous sommes abstenus lors du vote sur la demande de priorité, puisqu'il s'agissait là d'une proposition n'ayant qu'un caractère de procédure.

46. Quant à l'amendement déposé par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie, nous avons été satisfaits de le voir proposé parce qu'il visait à corriger le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques — projet dont nous avons déploré certaines expressions. L'adoption de cet amendement aurait certainement permis à l'Assemblée générale, tout en atteignant le même but, de recueillir les diverses opinions et de les exprimer dans un langage qui devrait être d'usage dans cette assemblée. Mais, comme cet amendement a été rejeté, force nous a été, pour rester conformes à notre attitude, d'admettre l'ensemble du texte proposé par l'Union soviétique.

47. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation de l'Union soviétique croit devoir déclarer à la suite des votes qui viennent d'avoir lieu qu'elle ne pouvait pas voter pour l'amendement du Cambodge, de Ceylan et de l'Indonésie [A/L.375], bien que cet amendement eût été dicté, d'après ce que nous avons compris, par une bonne intention de ces délégations. Ainsi que nous l'avons déclaré hier déjà, nous tenons maintenant, comme par le passé, à ce que la solution de cette question ne comporte pas de compromis et ne donne lieu à aucun doute ou hésitation. C'est pourquoi nous avons jugé bon de ne voter qu'en faveur de notre projet de résolution [A/L.360] qui, à cet égard, était absolument clair et précis.

48. La délégation de l'Union soviétique désire dire, d'autre part, que le résultat du vote a bien montré le nombre considérable de voix recueilli par le projet de résolution qui a posé d'une façon claire et nette non seulement le problème du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, mais également de l'expulsion des représentants illégaux de ce pays. Parmi les 36 délégations qui ont voté en faveur du projet de résolution, on pourrait mentionner la plupart des pays importants d'Asie et d'Afrique, sans même parler d'autres Etats qui reconnaissent la République populaire de Chine comme le seul représentant légitime du peuple chinois et qui insistent pour que ses droits légitimes soient rétablis à l'Organisation des Nations Unies.

49. Si les raisons du vote de certaines délégations, comme nous l'a fait comprendre la déclaration du représentant du Royaume-Uni, différaient quelque peu de celles de la majorité des délégations qui ont voté

pour notre projet de résolution, il est néanmoins parfaitement évident qu'un nombre imposant de délégations veulent que le problème reçoive dès maintenant une solution immédiate et radicale. Nous considérons que cela représente un succès politique très important quant au vote de ce projet de résolution.

50. Je voudrais dire encore que ce n'est pas par des trucs de procédure qu'on peut éluder une question d'importance vitale qui exige une solution. Nous sommes convaincus que de très nombreuses délégations qui ont été obligées pour diverses raisons de s'abstenir ou de voter contre voteront à la prochaine session en faveur de cette solution radicale.

#### POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

##### Rapport du Conseil de sécurité

51. Le PRESIDENT: Nous sommes saisis d'un projet de résolution présenté par le Chili et le Libéria [A/L.373], visant à ce que l'Assemblée générale prenne acte du rapport du Conseil de sécurité pour la période du 16 juillet 1960 au 15 juillet 1961 [A/4867].

52. Si aucun orateur ne désire prendre la parole à ce sujet et s'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée adopte ce projet.

*Le projet de résolution est adopté.*

#### POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

##### Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte

53. Le PRESIDENT: Le dernier point de notre ordre du jour d'aujourd'hui a trait au rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte [A/4877].

54. Si aucun représentant ne désire prendre la parole au sujet du projet de résolution présenté par le Comité et figurant au paragraphe 10 de son rapport, et si personne ne soulève d'objection, je considérerai que l'Assemblée adopte ce projet.

*Le projet de résolution est adopté.*

*La séance est levée à 16 h 50.*